



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 23 juillet 2020

DÉLIBÉRATION

N° 72 - 23.07.2020

En exercice... 28
Présents..... 24
Votants..... 28
Abstention 0

**PÔLE RESSOURCES
ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**39. Désignation du membre du Conseil Communautaire
appelé à représenter l'EPCI au sein de l'Association
Agence pour le Développement Régional du Cinéma
(ADRC)**

L'AN DEUX MILLE VINGT,
Le 23 juillet,

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué le 17 juillet 2020, s'est réuni en séance ordinaire à la Communauté de Communes de l'Ile de Ré, salle Communautaire, sous la présidence de Monsieur Lionel QUILLET.

Délégués titulaires présents :

Ars en Ré : Mme Danièle PÉTINIAUD-GROS, M. Jérôme DUMOULIN,

Le Bois-Plage : M. Gérard JUIN, Mme Sandrine PERCHAS,

La Couarde sur Mer : M. Patrick RAYTON, Mme Peggy LUTON,

La Flotte : M. Jean-Paul HÉRAUDEAU, Mme Annie BERGERON, M. Patrick SALEZ,

Loix : M. Lionel QUILLET,

Les Portes en Ré : M. Alain POCHON, M. Jean-Luc CHENE,

Rivedoux Plage : M. Patrice RAFFARIN, M. Marc CHAIGNE,

St. Clément des Baleines : Mme Lina BESNIER, M. Daniel TASSIGNY,

Ste Marie de Ré : Mme Gisèle VERGNON, M. Didier LEBORGNE, Mme Anne PAWLAK, M. Jean-Philippe GUILLEMOTEAU, M. Didier GUYON,

St. Martin de Ré : M. Patrice DÉCHELETTE, Mme Chantal ZELY-TORDJMANN, M. Jean-Paul GOUSSARD.

Délégués titulaires absents et excusés :

M. Jean-Pierre GAILLARD (donne pouvoir à M. Patrick RAYTON), M. Roger ZÉLIE (donne pouvoir à M. Jean-Paul HÉRAUDEAU), M. Patrick BOUSSATON (donne pouvoir à M. Lionel QUILLET), Mme Simone FOULQUIER (donne pouvoir à M. Patrice RAFFARIN).

Secrétaire de séance : Monsieur Didier LEBORGNE.

AR PREFECTURE

017-241700459-20200723-D202072-DE
Reçu le 24/07/2020

* * * * *



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 23 juillet 2020

DÉLIBÉRATION

N° 72 - 23.07.2020

En exercice... 28
Présents..... 24
Votants..... 28
Abstention 0

PÔLE RESSOURCES ADMINISTRATION GÉNÉRALE

39. Désignation du membre du Conseil Communautaire appelé à représenter l'EPCI au sein de l'Association Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC)

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association,

Vu la loi n°2011-525 du 11 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-21 et L. 5211-1,

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-2825-DRCLB2 du 30 décembre 1993 portant création de la Communauté de Communes de l'Ile de Ré,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2019 fixant le nombre de délégués composant le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Ile de Ré à 28,

Vu les statuts de la Communauté de Communes de l'Ile de Ré, et notamment le 5° du 4ème groupe de l'article 5.2 relatif à la participation au développement des pratiques culturelles intéressant l'ensemble du territoire, entérinés par arrêté préfectoral du 12 mars 2020,

Vu les statuts de l'association dénommée « Agence pour le Développement Régional du Cinéma » (ARDC),

Considérant que l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma a pour mission de :

- soutenir la diffusion de copies de films dans les villes petites et moyennes, et aider au maintien d'un réseau de salles diversifié en région
- procéder, dans le cadre de son objet social, à toutes missions d'assistance et d'information sollicitées par ses membres ou par tout organisme s'impliquant dans une politique d'amélioration de la desserte cinématographique du territoire
- organiser des opérations d'animation, notamment en faveur du cinéma indépendant français et européen
- soutenir la diffusion des films du patrimoine cinématographique
- soutenir la diffusion des films destinés au jeune public

Considérant l'intérêt de la Communauté de Communes de l'Ile de Ré d'adhérer à cette association, notamment afin de bénéficier d'un accompagnement en terme d'expertise cinéma d'une part, et de la diffusion des films 'patrimoine' entrant dans le cadre d'un partenariat avec l'association des Cinéphiles de l'Ile de Ré, d'autre part ;

AR PREFECTURE

017-241700459-20200723-D202072-DE
Reçu le 24/07/2020



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 23 juillet 2020

DÉLIBÉRATION

N° 72 - 23.07.2020

En exercice... 28
Présents..... 24
Votants..... 28
Abstention 0

PÔLE RESSOURCES ADMINISTRATION GÉNÉRALE

39. Désignation du membre du Conseil Communautaire appelé à représenter l'EPCI au sein de l'Association Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC)

Considérant que la qualité de membre de l'Association « Agence pour le Développement Régional du Cinéma » s'obtient par l'adhésion ;

Considérant la délibération N° 112 en date du 26 septembre 2019 portant sur l'adhésion de la Communauté de communes de l'Ile de Ré à l'association dénommée « Agence pour le Développement Régional du Cinéma » (ADRC) ;

Considérant l'appel à candidatures effectué auprès des Conseillers communautaires ;

Considérant que la désignation d'un membre appelé à représenter la collectivité au sein de l'Association « Agence pour le Développement Régional du Cinéma » a lieu au scrutin secret sauf si l'assemblée délibérante décide « à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret » en vertu des dispositions de l'article L 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, et dans la mesure où aucune disposition législative ou réglementaire ne s'y oppose ;

Considérant que sur proposition de Monsieur le Président, l'Assemblée délibérante accepte, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité de :

- **désigner comme membre pour représenter la Communauté de Communes au sein de l'Association « Agence pour le Développement Régional du Cinéma » (ADRC),**
 - **En tant que représentant :**
 - **Mme Danièle PETINIAUD-GROS**

Affichée le :
Le Président

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Rappelle, que, depuis le 1er décembre 2018, il est également possible de déposer un recours juridictionnel sur l'application internet : télécours citoyens, en suivant les instructions disponibles à :
www.telerecours.fr

AR PREFECTURE

017-241700459-20200723-D202072-DE
Reçu le 24/07/2020